



**RETURN BIDS TO:**  
**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**  
PWGSC/TPSGC Acquisitions  
Sherwood Business Centre  
161 St. Peters Road/  
161, rue St. Peters  
2nd Floor, Suite 204/  
2ième étage, pièce 204  
Charlottetown  
Prince Edward Island  
C1A 5P7  
Bid Fax: (902) 566-7514

## SOLICITATION AMENDMENT MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

### Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address  
Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution  
Public Works and Government Services Canada  
Sherwood Business Centre  
161 St. Peters Road/  
2nd Floor, Suite 204  
Charlottetown  
Prince Ed  
C1A 5P7

<b>Title - Sujet</b> Modernisation de l'édifice Daniel J Modernisation de l'édifice Daniel J. MacDonald (DJM) Charlottetown, Î.-P.-É	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> ED001-212664/B	<b>Amendment No. - N° modif.</b> 010
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> ED001-212664	<b>Date</b> 2022-07-15
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-SPWC-034-4575	
<b>File No. - N° de dossier</b> PWC-2-45003 (034)	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> Atlantic Daylight Saving Time ADT <b>on - le 2022-08-03</b> Heure Avancée de l'Atlantique HAA	
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Stockman (PWC), Sonia	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> pwc034
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (506) 961-7412 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (506) 851-6759
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

---

Cette modification de l'invitation numéro dix (10) est soumise et comprend la modification suivante :

1. **Référence : APPENDICE 5 - PLAN DE PARTICIPATION DES AUTOCHTONES (PPA)**  
**SUPPRIMER : APPENDICE 5 - PLAN DE PARTICIPATION DES AUTOCHTONES (PPA)**  
**INSÉRER : APPENDICE 5 - PLAN DE PARTICIPATION DES AUTOCHTONES (PPA) (révisée le**  
**15 juillet, 2022)**

2. Répondre aux questions suivantes :

**Q38.** Annexe B - Certificat d'assurance, général, " La police d'assurance doit comprendre un avenant prévoyant un préavis écrit d'au moins trente (30) jours en cas d'annulation de l'assurance ou de toute réduction de la garantie d'assurance.. " Les assureurs ne donneront qu'un avis d'annulation, ils ne peuvent et ne veulent pas donner d'avis de changement ou de modification, car cela ne fait pas partie de leurs capacités administratives.

**R38.** Ces exigences sont standard pour les projets de construction avec SPAC. L'exigence doit être satisfaite telle qu'elle est écrite.

**Q39.** Conditions supplémentaires, CS 03 (5) Franchises, "L'entrepreneur doit assumer le paiement de toutes sommes d'argent en règlement d'un sinistre, jusqu'à concurrence de la franchise. " La franchise doit être payable par la partie réputée responsable de la perte, toute autre formulation constitue un transfert disproportionné du risque à l'entrepreneur.

**R39.** Ces exigences sont standard pour les projets de construction avec SPAC. L'exigence doit être satisfaite telle qu'elle est écrite.

**Q40.** Pouvez-vous revoir l'exigence d'une période de validité de 150 jours (voir SA04) ?

**R40** L'approbation du Conseil du Trésor sera nécessaire pour attribuer le contrat. La période de validité des soumissions de 150 jours est nécessaire pour permettre ce processus d'approbation.

**Q41.** Référence 08 71 10 Nomenclature de la quincaillerie des portes : Accepteriez-vous le NABCO GT8500 comme l'équivalent du SW200i et accepteriez-vous le NABCO GT8710 comme l'équivalent de l'OAL-100

**R41.** La demande proposée n'est pas un produit équivalent aux produits spécifiés et n'est pas acceptée.

**Q42.** Les devis des sections 062000 Menuiserie et 064000 Ébénisterie indiquent que les produits en bois pour ce projet doivent être certifiés FSC. Le paragraphe 1.5.2.2 de chaque section exige un certificat de chaîne de contrôle du vendeur et le paragraphe 1.5.5.1 de chaque section exige un certificat de chaîne de contrôle du fabricant. Veuillez confirmer notre compréhension que l'intention est que ce travail soit fourni par une entreprise de menuiserie certifiée FSC qui détient un certificat en cours au moment de l'appel d'offres. (Notez que si n'importe qui peut acheter des matériaux certifiés FSC auprès d'une usine ou d'un autre fournisseur, si le menuisier qui fabrique le produit fini n'est pas certifié FSC, alors le produit fini ne sera pas certifié FSC car la chaîne de contrôle est rompue dès que la partie non certifiée prend possession des matériaux).

**R42.** Le produit fini doit être certifié FSC. Le vendeur/usineur qui fabrique le produit fini doit avoir une certification valide de la chaîne de contrôle au moment de la fabrication.

**Q43.** La section du mur A51-14/2 passant par le comptoir de sécurité montre un rectangle non identifié sous le comptoir SSF-1 mais au-dessus du pignon PLAM-1. S'agit-il d'un bout de cascade SSF-1 ou d'un pignon PLAM-1 supplémentaire ?

**R43.** Il représente le changement de hauteur entre la partie accessible du comptoir et le reste du comptoir. Référer à l'élévation de ce dernier à 6/A41-09.

**Q44.** Il n'y a pas de détail de section identifié pour le comptoir de sécurité du quai de chargement dans l'élévation A41-10/3. Avons-nous bien compris qu'il est similaire à la section 2 de la même page (comptoir PLAM-1 du côté du personnel et comptoir SSF-4 du côté du public). Si ce n'est pas le cas, veuillez fournir un détail de la section afin d'identifier ce qui est requis.

**R44.** Oui, c'est similaire

**Q45.** Veuillez supprimer la note au détail A61-01/9 qui se lit comme suit : "LES DETAILS DE CONCEPTION POUR LE SUPPORT DU PLAFON A PANNEAUX EN BOIS RELEVANT DE L'ENTREPRENEUR CHARGE DES TRAVAUX D'EBENISTERIE DE TYPE DECORATIF OU ARCHITECTURAL ET CE, COMPTE TENU DE L'ETABLISSEMENT DES GROSSEURS ET GRANDEURS DE L'ENSEMBLE DES ELEMENTS SUPPORTEURS DE CHARGES" Nous fabriquons selon les dessins et les devis fournis par l'architecte et l'ingénieur du propriétaire. Nous ne sommes pas responsables du travail de conception ou de l'ingénierie des éléments structurels ou porteurs de charge. De plus, ces plafonds sont spécifiés dans la section 09 51 27, et non dans la section des boiserie architecturales.

**R45.** Il s'agit d'une note standard - si le sous-consultant n'est pas disposé à accepter cette responsabilité, elle devient la responsabilité du GC, comme tout autre article de métaux divers.

**Q46.** Au deuxième étage, il y a une étiquette pour "SILL : PLAM-4" dans le couloir 2-53 - voir la ligne B de la grille A21-02 entre 6 et 7. Il semble que les mêmes seuils soient également représentés au troisième étage, bien qu'ils ne soient pas mentionnés sur le plan 21-03. Est-ce exact ?

**R46.** Oui, voir aussi le détail 2/A53-02 qui est appelé pour les deux étages et identifie le compteur comme PLAM-4.

---

**Q47.** Concernant la station de chargement des VE : Préciser si la Division 26- Électricité est responsable de l'approvisionnement de la station de recharge EV.

**R47.** Oui, les bornes de recharge des véhicules électriques doivent être fournies par la division 26. Se référer au détail 08 du dessin E03-01 pour les détails.

**Q48.** Concernant la station de chargement des VE : Préciser si la Division 26- Électricité est responsable de l'installation de la station de recharge EV.

**R48.** Oui, les bornes de recharge des véhicules électriques doivent être fournies par la division 26. Se référer au détail 08 du dessin E03-01 pour les détails.

**Q49.** Sur le dessin E20-05, un équipement (\$MS) dans la salle électrique 5-03, n'est pas représenté sur la légende, veuillez clarifier.

**R49.** L'interrupteur principal de la commande d'éclairage indiqué sur le dessin E20-05 n'est pas applicable, l'emplacement du panneau de commande d'éclairage est indiqué sur le dessin E60-01.

**Q50.** Sur le dessin E40-00, le chemin de câbles n'est pas représenté mais sur le schéma E08-01, le chemin de câbles est représenté. Veuillez préciser.

**R50.** Selon le plan E40-00, pas de chemin de câbles au niveau du parking.

**Q51.** CONCERNANT LE PLAN PAGE E03-04 DÉTAIL 6 :

Nous comprenons que nous devons fournir et installer un conduit vide avec des boîtes d'encastrement pour le système audiovisuel. Veuillez confirmer.

**R51.** Oui, les boîtes d'encastrement et les conduits doivent être fournis et installés conformément au détail 6 du dessin E03-04.

**Q52.** CONCERNANT LE PLAN PAGE E03-04 DÉTAIL 6 / NOTES 5 :

Nous comprenons que "le câblage basse tension est fourni et installé par le contacteur AV" et que la division 26 n'est pas responsable de la fourniture et de l'installation du câblage basse tension MAIS sur le plan AV00-00 il y a un tableau pour les systèmes AV mentionnant que la division 26 est responsable de la fourniture et de l'installation du réseau local du bâtiment, y compris le câblage cat6, les prises, le port Ethernet Patch...) ET le fil de contrôle et de signal. Veuillez clarifier.

**R52.** La division 26 n'est pas responsable de la fourniture du câblage basse tension pour les systèmes audiovisuels.

**Q53.** CONCERNANT L'ENSEMBLE DES PLANS Systèmes AV :

Pourriez-vous confirmer toute la participation de la DIVISION 26 concernant les systèmes AV car les plans électriques et les plans du consultant en audiovisuel contiennent plusieurs contradictions.

**R53.** Conformément au détail 6 du dessin E03-04, le câblage AV basse tension ne relève pas de la division 26. Les conduits vides et les boîtes d'encastrement sont de la division 26 et sont indiqués sur la colonne montante AV et la disposition (voir le dessin E40-01 montrant les boîtes 1Gang, 2gang, 4gang dans l'atrium pour l'AV).

**Q54.** Pouvez-vous confirmer que tous les travaux d'excavation, de coffrage, de bétonnage et de remblayage pour les canalisations et les conduits souterrains de la division électrique seront effectués par des tiers ?

**R54.** Cela doit être inclus dans la portée des travaux et l'offre soumise. Les soumissionnaires doivent se coordonner avec leurs propres sous-traitants, au besoin.

**Q55.** Pouvez-vous confirmer que tous les travaux de béton pour la division électrique seront faits par d'autres

**R55.** Cela doit être inclus dans la portée des travaux et l'offre soumise. Les soumissionnaires doivent se coordonner avec leurs propres sous-traitants, au besoin.

**Q56.** Pouvez-vous confirmer que toute la démolition du béton nécessaire pour la division électrique sera faite par d'autres personnes ?

**R56.** Cela doit être inclus dans la portée des travaux et l'offre soumise. Les soumissionnaires doivent se coordonner avec leurs propres sous-traitants, au besoin.

**Q57.** Si une démolition sélective doit être effectuée par la division 26, pouvez-vous confirmer qu'elle peut être effectuée par un travail de jour ?

**R57.** Cela doit être inclus dans la portée des travaux et l'offre soumise. Les soumissionnaires doivent se coordonner avec leurs propres sous-traitants, au besoin.

**Q58.** Comment le plan de participation autochtone (PPA) est-il évalué si une entreprise appartenant à des Autochtones devait soumissionner à titre d'entrepreneur général?

**A58.** Si une entreprise appartenant à des Autochtones qui est enregistrée comme entreprise autochtone (Répertoire des entreprises autochtones (sac-isc.gc.ca) auprès du gouvernement du Canada devait soumissionner à titre d'entrepreneur général (EG), elle devra démontrer la partie du travail ou des fournitures qu'elle effectuera ou fournira au nom de son entreprise, ainsi que la valeur. L'entreprise devra tout de même satisfaire à l'exigence minimale de 5 % (maximum de 10 %) de la valeur du contrat et recevra des points en conséquence. La valeur du travail effectué par l'EG, qui répond aux exigences du plan de participation autochtone, serait considérée comme une participation autochtone.

**Q59.** Comment le 1 % facultatif sera-t-il noté si le soumissionnaire peut fournir 75 % pour les Ressources humaines, mais seulement 15 % pour le Développement des compétences?

**R59.** SPAC n'utilisera que 50 % de la valeur proposée pour les ressources humaines. Les 15 % proposés seront pris en compte pour le développement des compétences.

**Q60.** L'entrepreneur général peut choisir d'exécuter lui-même divers éléments des travaux. Si un entrepreneur général choisit d'effectuer lui-même et d'embaucher des travailleurs autochtones pour exécuter les travaux, nous supposons que cela relèverait de la section A puisqu'il s'agit d'un bien et d'un service?

**R60.** Si la main-d'œuvre est admissible selon le Répertoire des entreprises autochtones (sac-isc.gc.ca), elle serait considérée comme un sous-traitant à la section A. Si la main-d'œuvre n'est pas admissible selon le Répertoire des entreprises autochtones (sac-isc.gc.ca), cela contribuerait à la section B ou C. (Ressources humaines ou Développement des compétences) selon le travail offert.

**Q61.** Comment un sous-traitant non autochtone inclurait-il les travailleurs autochtones? Étant donné qu'il s'agirait de travaux liés aux biens et aux services, nous supposons qu'ils relèveraient de la partie A?

**R61.** Le soumissionnaire retenu inclurait la participation des Autochtones comme suit : Si la main-d'œuvre est fournie à titre d'entreprise autochtone enregistrée conformément au Répertoire des entreprises autochtones (sac-isc.gc.ca), elle sera considérée comme un sous-traitant à la section A. Si la main-d'œuvre est fournie par une entreprise autochtone qui n'est pas incluse dans le Répertoire des entreprises autochtones (sac-isc.gc.ca) cela contribuerait à la section B ou C (Ressources humaines ou Développement des compétences et des compétences) selon le travail offert.

**Q62.** Si nous avons un sous-traitant non autochtone qui s'engage à acheter du matériel d'une entreprise autochtone (mais que son nom n'est pas encore connu), nous présumons qu'il serait inclus dans la partie A?

**R62.** Le soumissionnaire retenu devra fournir le nom de l'entreprise autochtone inscrite qui fournit les matériaux ainsi que leur valeur dans le cadre de la partie A.

**Toutes autres conditions ne changent pas**

## **APPENDICE 5 - PLAN DE PARTICIPATION DES AUTOCHTONES (PPA) (révisée le 15 juillet, 2022)**

### **PROJET DE MODERNISATION DE L'IMMEUBLE DANIEL-J.-MACDONALD (DJM)** **PLAN DE PARTICIPATION DES AUTOCHTONES (PPA)**

#### **PARTIE A – Renseignements**

##### **1. Préambule**

Le gouvernement du Canada (Canada) est le propriétaire de l'immeuble Daniel-J.-MacDonald (DJM), situé au 161, rue Grafton, à Charlottetown, à l'Île-du-Prince-Édouard, et est responsable de l'exploitation et de l'entretien de l'installation. Ce projet a été lancé afin de remplacer les systèmes mécaniques et électriques de l'immeuble Daniel-J.-MacDonald, d'améliorer l'équipement de sécurité nécessaire et de réaliser un nouvel aménagement conforme aux normes du Milieu de travail GC.

Le gouvernement du Canada s'est engagé à la réconciliation et à l'établissement d'un engagement constructif avec les peuples autochtones. Le présent appel d'offres exige que les soumissionnaires incluent un pourcentage de participation autochtone proposée conformément au plan de participation autochtone (IPP) afin d'offrir des possibilités d'emploi et de formation significatives aux peuples Autochtones pendant toute la durée du projet..

L'établissement d'un engagement significatif avec les peuples autochtones à travers le Canada est une priorité du gouvernement fédéral et de nos ministères. Par le passé, le Canada a réussi à tirer parti des possibilités de formation, d'emploi et de renforcement des capacités pour les peuples autochtones, et est heureux de continuer à travailler en collaboration avec les communautés et les intervenants autochtones sur des projets fédéraux. En particulier, on s'attend à ce que ce projet :

- aide à stimuler l'emploi et le développement des entreprises autochtones;
- aide au perfectionnement de travailleurs et au développement d'entreprises autochtones qui contribuera au développement économique des communautés des Premières Nations;
- offre des possibilités aux entreprises autochtones au moyen de la sous-traitance ou de coentreprises avec le milieu des affaires en général, lorsqu'elles soumissionnent dans le cadre d'appels d'offres;
- renforce la capacité autochtone en offrant de la formation en cours d'emploi, de l'expérience de travail et du mentorat.

#### **Plan de participation des Autochtones (PPA)**

L'entrepreneur doit soumettre à l'approbation du Canada le Plan de participation des Autochtones (PPA) approbation dans les 60 jours suivant l'attribution du contrat

Le soumissionnaire doit inclure la participation des Autochtones qu'il propose d'assurer, exprimée en pourcentage du prix original du contrat attribué (montant de la soumission de l'entrepreneur), telle que détaillée dans les parties B, Critères d'évaluation et C, Formulaire de proposition du soumissionnaire au PPA.

La proposition du soumissionnaire doit inclure une pourcentage de la participation autochtone minimale obligatoire de 5 % par le biais des entreprises autochtones, y compris les biens, les services et la sous-traitance. Au plus 10 % de participation sera utilisé aux fins de l'évaluation. Le PPA comprend également un pourcentage de 1 % pour la participation autochtone à attribuer aux ressources humaines et au perfectionnement des compétences, conformément à cet appendice.

La participation des Nations autochtones devrait suivre l'ordre suivant : toute Nation autochtone située à l'Île-du-Prince-Édouard, toute Nation autochtone située sur le territoire national traditionnel des Micmacs, connu sous le nom de Mi'kma'ki (Î.-P.-É., N.-B., N.-É. et région de la Gaspésie au Québec), toute Nation autochtone dans le reste du Canada.

### **1.1.1 Exigences pour les soumissionnaires**

Le PPA doit inclure un énoncé du pourcentage minimal consacré à la participation des Autochtones qu'il propose d'assurer, exprimée en dollars et en pourcentage du prix original du contrat attribué. Les avantages minimaux ne doivent pas être inférieurs à ce qui est présenté à titre d'exigence minimale dans la proposition. Le soumissionnaire retenu est tenu de soumettre le Plan final de participation des Autochtones à l'approbation du Canada dans les 60 jours suivant l'attribution du contrat. Le PPA final doit respecter le pourcentage de participation autochtone indiqué dans le PPA soumis à la clôture des soumissions.

## **1.2 Transactions**

Chaque élément de la participation des Autochtones doit être décrit dans le formulaire des transactions, lequel doit contenir des détails sur la participation, la valeur des travaux ainsi qu'une description de la valeur durable qui doit être atteinte dans la final PPA.

## **1.3 Mobilisation des Autochtones**

### **1.3.1 Biens et services – Minimum obligatoire de 5 % du prix original du contrat attribué (pour plus de détails, voir la partie B – Critères d'évaluation)**

Le PPA doit inclure un énoncé du pourcentage de la participation des Autochtones que le soumissionnaire propose d'assurer, conformément aux critères d'évaluation de la partie B, exprimé en pourcentage du prix original total du contrat attribué avec une entreprise autochtone.

Une entreprise autochtone peut être :

une bande selon la définition de la Loi sur les Indiens; une entreprise individuelle;

- une société par actions à responsabilité limitée;
- une coopérative;
- une société de personnes;
- une organisation sans but lucratif;

dont la propriété et le contrôle sont au moins à 51 % assurés par des Autochtones.

Une entreprise autochtone peut également être une coentreprise formée d'au moins deux entreprises autochtones ou d'une entreprise autochtone et d'une entreprise non autochtone, pourvu que la ou les entreprises autochtones détiennent au moins 51 % des droits de propriété et du contrôle de la coentreprise.

Les soumissionnaires peuvent consulter le Répertoire des entreprises autochtones pour connaître les entreprises autochtones enregistrées auprès du gouvernement du Canada :

<https://www.sac-isc.gc.ca/fra/1100100033057/1610797769658>

Si le soumissionnaire s'engage avec une entreprise autochtone qui n'est pas inscrite dans le Répertoire des entreprises autochtones, et qu'il souhaite que l'entreprise soit prise en compte pour faire partie du minimum de 5 %, l'entreprise autochtone doit répondre aux critères d'admissibilité, conformément au lien ci-dessus, et l'entreprise autochtone doit suivre le processus d'inscription pour être prise en compte. Le soumissionnaire est chargé de veiller à ce que l'entreprise autochtone achève son inscription dans un délai de sept (7) jours suivant la clôture des soumissions.



### **1.3.2 Facultatif : 1 % pour le Plan des ressources humaines et le Plan de perfectionnement des compétences (formation) (pour plus de détails, voir la partie B – Critères d'évaluation)**

Les soumissionnaires sont encouragés à proposer une participation autochtone pour les ressources humaines et le perfectionnement des compétences. Si le soumissionnaire choisit d'inclure une telle participation, le pourcentage maximal qui sera noté sera de 1 % du prix original du contrat attribué. La notation sera fondée sur 50 % de la valeur proposée pour le plan de ressources humaines et 50 % pour le plan de perfectionnement des compétences. Les soumissionnaires qui proposent une participation supérieure à 1 % dans ces catégories ne recevront pas de points supplémentaires au cours du processus d'évaluation. Les offres ne seront évaluées que pour des valeurs allant jusqu'à 1 % du prix original du contrat attribué. Le plan de perfectionnement des compétences ne doit pas dépasser 0,5 % du prix original du contrat attribué.

Si le soumissionnaire choisit d'inclure un Plan des ressources humaines et un Plan de perfectionnement des compétences dans son PPA, le Plan des ressources humaines doit aborder les points suivants :

- 1) les détails sur les travaux à réaliser pour chaque poste proposé qui doit être occupé par une personne autochtone;
- 2) une liste précisant les types de métiers, y compris le nombre total d'heures proposées pour chacun d'entre eux, le taux de rémunération horaire (voir les dépenses admissibles et non admissibles);
- 3) des stratégies de recrutement des Autochtones;  
des renseignements sur la gestion du personnel. (Indiquer si les employés seront embauchés directement par l'entrepreneur général ou par l'intermédiaire d'une entreprise sous-traitante provenant des Autochtones.

et

Le Plan de perfectionnement des compétences doit aborder l'utilisation des éléments suivants lorsque le champ d'application approprié s'applique :

- a) Programmes d'apprentissage
- b) Programmes préprofessionnels
- c) Programmes d'enseignement postsecondaire
- d) Formation en SST
- e) Programmes de formation interne de l'entreprise

### **1.3.3 Dépenses admissibles**

Ce qui suit définit ce qui est admissible comme dépense pour le Plan des ressources humaines et le Plan de perfectionnement des compétences (formation).

**1.3.3.1** Les coûts admissibles associés au travail effectué par un Autochtone au sein d'une entreprise non autochtone sont : les salaires directs, les avantages directs (y compris, mais sans s'y limiter, la santé, la retraite et les vacances).

**1.3.3.2** Les coûts admissibles associés au travail offert à une entreprise non autochtone sont les coûts (dont les coûts directs, les coûts indirects, les frais d'ordre général et administratif) visant à répondre aux critères de formation spécialisée ou de perfectionnement des compétences précisés dans le PPA des soumissionnaires.

### **1.3.4 Dépenses non admissibles**

Vous trouverez ci-dessous la définition des dépenses non admissibles relativement à la participation des Autochtones. Elles peuvent notamment inclure :

**1.3.4.1** Les coûts associés au travail effectué par une personne autochtone qui sont des prélèvements sur les salaires (tels que les frais d'ordre général et administratif et les bénéfices).

**1.3.4.2** Les coûts associés au travail effectué par des personnes non autochtones qui sont des salaires directs.

**1.3.4.3** Les coûts admissibles associés au travail offert à une entreprise autochtone qui sont les coûts (dont les coûts directs, les coûts indirects, les frais d'ordre général et administratif, et les bénéfices) versés aux personnes ou aux entreprises non autochtones.

**1.3.4.4** Les coûts associés à l'achat par une entreprise autochtone de biens ou de services auprès d'une entreprise non autochtone, à moins que le but de cet achat soit décrit en détail au point 1.3.3.2.

## **1.4 Modification du Plan de participation des Autochtones**

À tout moment au cours de la durée du contrat, l'entrepreneur peut proposer au représentant de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) d'apporter des modifications au Plan de participation des Autochtones. Toute proposition de ce type doit inclure une justification de la modification et une explication détaillée. Le pourcentage de participation des Autochtones ne doit pas être réduit en quantité ou en qualité. Le Canada devra formuler des commentaires ou indiquer son accord dans un délai de 15 jours ouvrables. Le Canada n'est pas tenu d'accepter une telle proposition, et ce, peu importe le contenu ou la justification.

## **2 Autres exigences**

### **2.1 Qualité de la participation**

L'entrepreneur doit diriger toutes les initiatives du PPA, et demeurer impliqué dans ces processus. L'entrepreneur doit désigner un représentant délégué pour ce rôle, mais il reste responsable et redevable.

L'entrepreneur est responsable de l'organisation, de l'établissement du calendrier et de la coordination de la formation et du perfectionnement des compétences des employés autochtones embauchés dans le cadre du contrat, et il doit demeurer impliqué dans ces processus.

L'entrepreneur est responsable de s'assurer que les personnes ou les entreprises autochtones, par le biais du PPA, reçoivent les conseils et l'aide appropriés (p. ex. pour obtenir les formations et les permis requis) qui peuvent être nécessaires pour être autorisé à travailler sur le site de l'entrepreneur, et il doit demeurer impliqué dans ces processus.

### **2.2 Évaluation de la participation**

SPAC organisera une évaluation bimestrielle de la participation des Autochtones au regard du Plan de participation des Autochtones approuvé. L'examen par le Canada doit être terminé dans un délai de deux (2) semaines suivant la réception du rapport bimestriel, comme il est indiqué au paragraphe 3.1 ci-après.

Dans le cadre de l'évaluation, on comparera la participation prévue des Autochtones pour chacune des transactions aux résultats réellement atteints par l'entrepreneur ou ses sous-traitants. Dans le cadre de l'évaluation, on passera en revue chaque transaction et on déterminera si elle a été achevée ou non, et si ses objectifs ont été atteints ou non. Le rapport doit préciser autant que possible tout

objectif qui n'a pas été atteint, en indiquer la raison et demander l'accord du Canada sur une marche à suivre appropriée. Cette évaluation doit inclure les facteurs d'atténuation qui ont été pris en compte avant la constatation d'une insuffisance, avec une diligence adéquate, pour tenter de concrétiser pleinement la participation des Autochtones qui a été établie.

### **3 Exigences en matière de rapports**

#### **3.1 Rapport bimestriel sur le Plan de participation des Autochtones**

L'entrepreneur doit fournir un rapport détaillé sur la participation des Autochtones réalisée jusqu'à présent. L'entrepreneur doit préciser tout objectif qui n'a pas été atteint, indiquer pourquoi et expliquer comment il compte remédier à la situation, et en combien de temps.

L'entrepreneur doit rencontrer le représentant désigné de SPAC, au besoin, pour discuter de la mise en œuvre du PPA.

Un gabarit a été mis à disposition dans la section Attestation et rapport bimestriel sur les réalisations de l'entrepreneur de la PARTIE D.

#### **3.2 Rapport final sur le Plan de participation des Autochtones**

L'entrepreneur doit fournir un rapport détaillé sur le PPA qui a été réalisé au cours du projet. Ce rapport doit être soumis au représentant de SPAC dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de l'achèvement des travaux.

#### **3.3 Présentation des documents**

Les documents détaillés ci-dessus devront être soumis en format électronique (PDF). Toutes les soumissions devront être signées et datées par l'entrepreneur.

### **4. Exigences obligatoires**

#### **4.1 Valeur minimale de la participation des Autochtones**

4.1.1 Chaque soumissionnaire doit proposer une participation autochtone de biens et de services, conformément à la Partie B – Critères d'évaluation, d'une valeur totale d'au moins 5 % du prix original du contrat attribué. **Toute proposition qui ne satisfait pas aux exigences minimales sera jugée irrecevable et sera rejetée du processus d'évaluation.** Dans la PARTIE C – Formulaire de proposition du soumissionnaire du PPA, le soumissionnaire doit indiquer le pourcentage du PPA.

4.1.2 Les soumissionnaires sont encouragés à proposer une participation autochtone pour les ressources humaines et le perfectionnement des compétences. Si le soumissionnaire choisit d'inclure cette participation de cette manière, le pourcentage maximal qui sera noté sera de 1 % du prix original du contrat. La notation sera fondée sur 50 % de la valeur proposée pour le plan de ressources humaines et 50 % pour le plan de perfectionnement des compétences. Les soumissionnaires qui proposent un engagement supérieur à 1 % dans ces catégories ne recevront pas de points supplémentaires au cours du processus d'évaluation. Les offres seront évaluées que pour des valeurs allant jusqu'à 1 % du prix original du contrat attribué. Le plan de perfectionnement des compétences ne doit pas dépasser 0,5 % du prix original du contrat attribué.

#### **4.2 Plan de participation des Autochtones (PPA)**

Chaque soumissionnaire est tenu de fournir avec sa proposition un pourcentage de participation qui satisfait à toutes les exigences décrites dans la PARTIE B – Critères d'évaluation.

#### **4.3 Attestation du contenu autochtone**

Chaque soumissionnaire doit certifier le niveau de contenu autochtone figurant dans sa proposition en signant sa proposition de PPA. Voir PARTIE C – Formulaire de proposition du soumissionnaire du PPA. Le pourcentage de participation autochtone indiqué à la clôture des soumissions doit être respecté par le soumissionnaire retenu, et ce, de façon minimale.

### **5. Exigences cotées**

#### **5.1 Qualité de la participation**

Bien que la participation des Autochtones aux travaux soit une exigence obligatoire, cette participation est une exigence cotée pour ce qui est de la nature durable et utile de cette participation. Ces exigences peuvent être satisfaites par le soumissionnaire ou par l'un de ses sous-traitants figurant sur le Répertoire des entreprises autochtones (sac-isc.gc.ca).

#### **5.2 Évaluation des avantages**

De plus amples détails concernant les réunions, les rapports d'avancement et les calendriers prévisionnels requis pendant la durée du contrat sont précisés à la Division 01 des Spécifications du contrat.

Le Canada mènera une évaluation finale de la participation des Autochtones réalisée au regard de celle du Plan de participation des Autochtones. L'examen par le Canada doit être terminé dans un délai d'un (1) mois après la réception du rapport final (voir le paragraphe 3.2 [Rapport final sur le Plan de participation des Autochtones]).

Dans le cadre de l'évaluation, on comparera la participation prévue des Autochtones pour chacune des transactions aux résultats réellement atteints par l'entrepreneur et ses sous-traitants. Dans le cadre de l'évaluation, on passera en revue chaque transaction et on déterminera si elle a été achevée ou non, et si ses objectifs ont été atteints ou non. Si un objectif quelconque n'a pas été atteint, on précisera dans le rapport, si cela est possible, la raison pour laquelle il n'a pas été atteint, et l'on indiquera des leçons retenues qui pourraient être utilisées à l'avenir.

## PARTIE B – Critères d'évaluation

### 1. Évaluation du Plan de participation des Autochtones (PPA)

Tous les soumissionnaires sont tenus de fournir un PPA avec leur proposition, conformément aux précisions présentées ci-après.

Un total de 100 points au maximum sera accordé au soumissionnaire qui propose un PPA. Cela représentera **15 %** de l'évaluation totale des soumissions. La présentation d'un PPA est obligatoire pour que la soumission soit jugée conforme.

Chaque soumissionnaire doit assurer une participation autochtone, dont la valeur totale obligatoire est d'au moins **5 % (au plus 10 % seront utilisés aux fins de l'évaluation)** du prix original du contrat attribué au titre des – Biens et services. Toute proposition qui ne satisfait pas aux exigences minimales sera jugée irrecevable et sera rejetée du processus d'évaluation. En outre, le Plan des ressources humaines et le Plan de perfectionnement des compétences (formation) seront également évalués comme indiqué ci-dessous, formant un total de 20/100 point de la pondération du contrat final.

Le soumissionnaire doit indiquer le pourcentage de participation indigène qu'il se propose de fournir dans la partie C du formulaire de proposition du soumissionnaire pour la PPA. La version finale de la PPA sera exigée dans les 60 jours suivant l'attribution du contrat.

SPAC se réserve le droit de vérifier toute information fournie dans la garantie à l'égard du PPA; toute déclaration inexacte pourrait entraîner le rejet de l'offre.

### 2. Sélection de l'entrepreneur

La sélection de l'entrepreneur sera fondée sur la note combinée (PPA et prix) la plus élevée parmi les soumissions recevables. Le PPA comptera pour **15 %** de la note et le prix, pour **85 %**.

$$\text{Note PPA} = \frac{\text{Points du soumissionnaire} \times 15 \%}{\text{Nombre maximal de points}}$$

$$\text{Note relative au prix} = \frac{\text{Prix de la soumission la plus basse}}{\text{Prix du soumissionnaire}} \times 85 \%$$

La soumission retenue ne sera pas nécessairement la soumission recevable ayant obtenu la note technique la plus élevée ni celle ayant le prix évalué le plus bas. La soumission recevable qui obtiendra la note combinée la plus élevée pour le mérite du PPA et le prix sera recommandée pour l'attribution du contrat.

**Exemples de pondération :** 85 % pour le prix et 15 % pour le PPA

Soumissionnaire	Prix total de la soumission	Détermination prix en dollars 50 000 \$/soumissionnaire	Note relative au prix	Note relative au prix sur 85 %	Note relative au PPA	Note relative au PPA sur 15 %	NOTE TOTALE
a	50 000 \$	50 000 \$/50 000 \$	100,0	85,0	70	10,5	95,5
b	52 400,00 \$	50 000 \$/52 400 \$	95,4	81,1	100	15,0	96,1*
c	55 000 \$	50 000 \$/55 000 \$	90,9	77,3	50	7,5	85,8

\* Soumissionnaire retenu

### 3. Critères d'évaluation

CRITÈRE DE SOUMISSION		TOTAL DES POINTS DISPONIBLES	
SPAC se réserve le droit de confirmer la validité de toutes les déclarations et garanties.			
<b>A. Biens et services – Minimum obligatoire de 5 % du prix original du contrat attribué (au plus 10 % seront utilisés aux fins de l'évaluation)</b>		80 points	
Le soumissionnaire doit indiquer le pourcentage de participation indigène qu'il propose de fournir dans la Partie C - Formulaire de proposition du soumissionnaire du PPA .			
Dans la PAA finale, le soumissionnaire retenu doit assurer une participation autochtone avec une entreprise autochtone.			
Une entreprise autochtone peut être :			
<ul style="list-style-type: none"><li>• une bande selon la définition de la <i>Loi sur les Indiens</i>;une entreprise individuelle;</li><li>• une société par actions à responsabilité limitée;</li><li>• une coopérative;</li><li>• une société de personnes;</li><li>• une organisation sans but lucratif;</li></ul>			
dont la propriété et le contrôle sont au moins à 51 % assurés par des Autochtones.			
Une entreprise autochtone peut également être une coentreprise formée d'au moins deux entreprises autochtones ou d'une entreprise autochtone et d'une entreprise non autochtone, pourvu que la ou les entreprises autochtones détiennent au moins 51 % des droits de propriété et du contrôle de la coentreprise.			
Le Répertoire des entreprises autochtones. ( <a href="https://www.sac-isc.gc.ca/fra/1100100033057/1610797769658">https://www.sac-isc.gc.ca/fra/1100100033057/1610797769658</a> )			
Si le soumissionnaire s'engage avec une entreprise autochtone qui n'est pas enregistrée dans le Répertoire des entreprises autochtones, l'entreprise autochtone doit répondre aux critères d'admissibilité, selon le lien ci-dessus, et l'entreprise autochtone doit suivre le processus d'inscription pour être considérée comme faisant partie de l'engagement obligatoire de 5 %. Le soumissionnaire est chargé de veiller à ce que l'entreprise autochtone achève son inscription.			
<u>Les points seront attribués au prorata du pourcentage du total des points disponibles. Chaque soumission recevable sera répartie au prorata entre le soumissionnaire proposant le pourcentage le plus élevé d'avantages liés au plan d'affaires, jusqu'à un maximum de 10 %.</u>			
Biens et services obligatoires – Minimum de 5 % – Maximum de 10 % aux fins de l'évaluation - Total 80 points Exemple d'évaluation :			
	Soumissionnaire A	Soumissionnaire B	Soumissionnaire C
Pourcentage de biens et de services proposé	10 %	5 %	7 %
Calcul des points	10 %/10 % x 80 = 80 points	5 %/10 % x 80 = 40 points	7 %/10 % x 80 = 56 points
Il ne peut y avoir de chevauchement des salaires des ressources humaines, des biens et services et du perfectionnement des compétences.			

**FACULTATIF – PLAN DES RESSOURCES HUMAINES ET PLAN DE PERFECTIONNEMENT DES COMPÉTENCES**

*Les soumissionnaires sont encouragés à assurer une participation autochtone pour les ressources humaines et le perfectionnement des compétences. Si le soumissionnaire choisit d'inclure la participation de cette manière, le pourcentage maximal qui sera noté sera de 1 % de la valeur originale du contrat attribué. La notation sera fondée sur 50 % de la valeur proposée pour le plan de ressources humaines et 50 % pour le plan de perfectionnement des compétences. Les soumissionnaires qui proposent une participation supérieure à 1 % dans ces catégories ne recevront pas de points supplémentaires au cours du processus d'évaluation. Les soumissions seront évaluées que pour des valeurs allant jusqu'à 1 % du prix original du contrat attribué. Le plan de perfectionnement des compétences ne doit pas dépasser 0,5 % du prix original du contrat..*

**Le Plan des ressources humaines et le Plan de perfectionnement des compétences se combinent pour 20 points et seront notés en fonction d'au plus 1 % du prix original du contrat attribué (en plus des 5 % indiqués dans le plan d'affaires obligatoire).**

**B. Plan des ressources humaines**

**Le soumissionnaire doit indiquer le pourcentage de participation indigène qu'il propose de fournir dans la Partie C - Formulaire de proposition du soumissionnaire du PPA**

Les pourcentages de la valeur contractuelle doivent porter précisément sur les heures de travail sur place et être présentés sous forme de pourcentage de la valeur contractuelle. Un exemple démontrant comment déterminer ce pourcentage est présenté ci-après.

Les heures de travail présentées en tant que pourcentage de la valeur contractuelle doivent être étayées par une liste des postes spécifiques, de la rémunération horaire et des heures totales du projet qui seront dotées/affectées spécifiquement au travail sur le projet. L'emploi d'Autochtones sera confirmé pendant les travaux, d'après la documentation d'appui fournie par l'entrepreneur et au représentant ministériel de SPAC, selon les besoins.

Le Plan des ressources humaines doit être suffisamment détaillé afin de permettre à SPAC d'évaluer la qualité et la valeur de la participation des Autochtones ainsi que la probabilité d'atteindre les objectifs

Les soumissionnaires sont encouragés à utiliser la PARTIE C – Formulaire de proposition du soumissionnaire du PPA.

Le Plan des ressources humaines doit inclure des détails sur la manière dont le soumissionnaire entend optimiser le recours à l'emploi autochtone. Le Plan des ressources humaines doit renfermer ce qui suit :

- 1) les détails sur les travaux à réaliser pour chaque poste proposé qui doit être occupé par une personne autochtone;
- 2) une liste précisant les types de métiers, y compris le nombre total d'heures proposées pour chacun d'entre eux, le taux de rémunération horaire (voir les dépenses admissibles et non admissibles);
- 3) les stratégies de recrutement des Autochtones;
- 4) des renseignements sur la gestion du personnel. (Indiquer si les employés seront embauchés directement par l'entrepreneur général ou par l'intermédiaire d'une

**20 points**

entreprise sous-traitante provenant des communautés autochtones de l'Île-du-Prince-Édouard.

### **C. Plan de perfectionnement des compétences (formation)**

#### **Le soumissionnaire doit indiquer le pourcentage de participation indigène qu'il propose de fournir dans la Partie C - Formulaire de proposition du soumissionnaire du PPA**

Le Plan de perfectionnement des compétences doit inclure des détails sur la façon dont le soumissionnaire entend optimiser la formation et le perfectionnement des compétences des personnes autochtones dans l'ordre de priorité suivant : Île-du-Prince-Édouard, toute nation autochtone située sur le territoire national traditionnel des Mi'kmaq, connu sous le nom de Mi'kma'ki (Î.-P.-É., N.-B., N.-É. et la région de la Gaspésie au Québec), toute nation autochtone du reste du Canada.

Le Plan de perfectionnement des compétences peut aborder l'utilisation des éléments suivants lorsque le champ d'application approprié s'applique :

- a) Programmes d'apprentissage
- b) Programmes préprofessionnels
- c) Programmes d'enseignement postsecondaire
- d) Formation en SST
- e) Programmes de formation interne de l'entreprise

Le Plan de perfectionnement des compétences doit indiquer comment la formation destinée aux Autochtones sera gérée. Il doit également porter sur la capacité du personnel du soumissionnaire à superviser, contrôler, soutenir et coordonner les stagiaires ainsi que sur la disponibilité des installations de formation.

Les heures de formation que le soumissionnaire s'engage à offrir doivent être appuyées par une liste indiquant la formation et le programme d'apprentissage précis qui seront donnés, la qualité et l'utilité de la formation, le nombre d'heures de formation proposées et la certification afférente.

Les heures consacrées à l'apprentissage et au perfectionnement des compétences dans un métier doivent pouvoir mener à l'obtention du Sceau rouge afin d'être prises en compte. Les heures de formation en santé et sécurité doivent mener à une attestation dans le cadre d'un processus d'un tiers pour être prises en compte.

Chaque soumission recevable sera comparée au prorata à celle du soumissionnaire proposant le plus grand nombre total d'heures de formation, celui-ci obtenant la totalité des points.

Il ne peut y avoir de chevauchement des salaires des ressources humaines, des biens et services et du perfectionnement des compétences. Les soumissionnaires sont encouragés à utiliser la PARTIE C – Formulaire de proposition du soumissionnaire du PPA.



<u>Exemple</u>				
	Soumissionnaire A	Soumissionnaire B	Soumissionnaire C	
Pourcentage proposé pour les ressources humaines	0,5 %	0,5 %	0,25 %	
Pourcentage proposé pour les compétences et le perfectionnement	0,5 %	0,25 %	0,25 %	
Pourcentage total	1 %	0,75 %	0,5 %	
Calcul des points	1 %/1 % x 20= 20 points	0,75 %/1 % x 20= 15 points	0,5 %/1 % x 20= 10 points	
<b>NOMBRE TOTAL DE POINTS POSSIBLE</b>				<b>100 points</b>

## Partie C – Formulaire de proposition du soumissionnaire du PPA

**A. Biens et services – Minimum obligatoire de 5 % du prix original du contrat attribué (au plus 10 % seront utilisés aux fins de l'évaluation)**

\_\_\_\_\_ % de la participation autochtone

Facultatif – Plan des ressources humaines et Plan de perfectionnement des compétences (formation)

Les soumissions seront évaluées sur la base d'un maximum de 1 % du prix original du contrat pour les ressources humaines (0,5 %) et le perfectionnement des compétences (0,5 %). Le plan de perfectionnement des compétences ne doit pas dépasser 0,5 % du prix original du contrat.

**B. Ressources humaines**

\_\_\_\_\_ % de la participation autochtone

**C. Plan de perfectionnement des compétences (formation)**

\_\_\_\_\_ % de la participation autochtone

Total B + C \_\_\_\_\_ %

\_\_\_\_\_  
**Nom en caractères d'imprimerie**

\_\_\_\_\_  
**Signature**

\_\_\_\_\_  
**Date**

Le soumissionnaire atteste que la garantie du PPA qui appuie sa soumission est exacte et complète. Le soumissionnaire reconnaît et confirme que les engagements ou les garanties indiqués dans sa soumission sont conformes au présent contrat.

Le soumissionnaire atteste qu'il soumettra son plan de participation des Autochtones (PPA) à l'approbation du Canada dans les 60 jours suivant l'attribution du contrat.

## PARTIE D – ATTESTATION ET RAPPORT BIMESTRIEL SUR LES RÉALISATIONS DE L'ENTREPRENEUR

1. L'entrepreneur retenu doit remettre un résumé des activités entreprises pour respecter les engagements mentionnés dans la partie consacrée au PPA de sa soumission. Le tableau suivant doit être rempli bimestriellement.  
SPAC se réserve le droit de vérifier le contenu du rapport à n'importe quel moment. L'entrepreneur doit fournir sur demande des renseignements détaillés, p. ex. des factures, des registres de travail, des talons de paye, des dossiers de formation, etc.
2. L'entrepreneur doit indiquer si des objectifs n'ont pas été respectés, préciser les raisons pour lesquelles ces objectifs n'ont pas été respectés, expliquer la manière dont il résoudra le problème et le calendrier connexe.
3. Les renseignements fournis peuvent faire l'objet de vérifications.
4. L'attestation et le rapport sur les réalisations du contrat du PPA doivent être soumis bimestriellement.
5. Les engagements pris par l'entrepreneur seront assujettis à la CG 5.5.3 et la CG 5.6.3.
6. Les modifications apportées au PPA ne sont pas autorisées sans l'approbation écrite du Canada. Ces approbations seront émises par le Canada sous la forme d'une autorisation de modification de zéro dollar (0 \$).
7. L'entrepreneur doit se conformer à la demande de soumettre l'attestation et le rapport dans un délai d'un (1) mois après l'achèvement du contrat. La remise du rapport final sera réputée représenter cinq (5) pour cent de la valeur monétaire totale du PPA et ne sera payée qu'après la remise de ce rapport final. En cas de non-respect de cette exigence, celle-ci sera considérée comme un élément livrable en souffrance.

Renvoyez les rapports à :

Nom du chargé de projet : \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

RAPPORT POUR LA PÉRIODE SE TERMINANT :

### EXEMPLE

<b>A. Biens et services fournis par des entreprises autochtones</b>		
<b>Pourcentage garanti de sous-traitance autochtone _____ %</b>		
<b>Nom du sous-traitant ou du fournisseur</b>	<b>Étendue des travaux sous-traités en tant que biens ou services</b>	<b>Valeur du travail en %</b>
<b>B. Plan des ressources humaines</b>		
<b>Pourcentage garanti de main-d'œuvre autochtone _____ %</b>		
<b>Nom et titre du poste (Indiquer le/les nom[s], si possible)</b>	<b>Heures-employés autochtones sur place</b>	<b>Total des heures-employés</b>
Les soumissionnaires doivent inclure le nombre d'heures à travailler, les catégories, le pourcentage global de la main-d'œuvre, les heures de travail et les heures totales du projet.		
<b>C. Plan de perfectionnement des compétences</b>		
<b>% garanti de formation autochtone _____ %</b>		

Nom et titre du poste (Indiquer le/les nom[s], si possible)	Type de formation	Heures de formation des Autochtones
Les soumissionnaires DOIVENT inclure le type de formation et le nombre d'heures.		